

L'humanitaire au temps de la « guerre à la terreur »

Jean-Christophe Rufin • Médecin et écrivain, membre de l'Académie française

En 1991, Jean-Christophe Rufin publiait *L'Empire et les nouveaux barbares*. Deux ans après la chute du mur de Berlin, celui qui était alors vice-président de Médecins Sans Frontières renvoyait dos à dos la thèse de *La Fin de l'histoire* de Francis Fukuyama et celle du *Choc des civilisations* de Samuel Huntington. À l'opposition Est-Ouest, annonçait-il, risquait de succéder une fracture Nord-Sud, entre l'Empire – ce monde désormais pacifié où se concentraient les richesses – et le Sud, peuplé de ceux que l'on ne tarderait pas à voir comme les avatars des « barbares » de l'Empire romain, menacés par la misère et les guerres. Longtemps maintenus en bordure du monde libre et riche, ils ne tarderaient pas à exprimer leur colère, leur désespoir, leur besoin de solidarité. Après l'alerte qu'a représenté le 11-Septembre 2001, l'Empire n'a pas compris, déclenchant une « guerre à la terreur » qui ne ferait qu'attiser le feu. Vingt-cinq ans plus tard, après les attentats de Paris et Bruxelles, mais aussi Bamako, Peshawar ou Kaboul, l'analyse de Jean-Christophe Rufin n'a rien perdu de son acuité. Et la rhétorique guerrière est aujourd'hui réactivée.

Depuis 1945, nous avons cru que le monde était en paix. Nous avons tort. Depuis les attentats de Paris, nous pensons que nous sommes en guerre. Je ne crois pas que nous ayons raison. Quoi qu'il en soit, entre ces deux époques, la place de l'action humanitaire ne sera plus jamais la même.

La paix asymétrique

Après la victoire sur le nazisme, un équilibre s'est construit que l'on a appelé la guerre froide. À condition d'être du bon côté du rideau de fer, cette guerre-là avait toutes les apparences de la paix. À l'abri sous le parapluie nucléaire, l'Europe, les États-Unis et le Japon ont connu une prospérité jamais atteinte dans l'histoire de l'humanité. Une fois construit le mur de Berlin, le spectre d'une confrontation militaire a été repoussé très loin et il fallut attendre les années 1990 pour que des coups de feu retentissent sur le continent européen (et encore, du côté de ses marges balkaniques).

Pourtant, si nous étions en paix, le reste du monde, lui, continuait d'être déchiré par des guerres. Guerres de confrontation entre l'Est et l'Ouest, comme en Corée ou au Vietnam ; guerres de décolonisation, de l'Algérie au Kenya ; guerres de sécession en Érythrée ou au Sri Lanka ; guerres israélo-palestiniennes ; guerres communautaires au Liban ou au Rwanda ; guerres ethniques au Liberia, etc. Des polémologues ont calculé que ces « poussières de guerre », selon l'expression de

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

Christophe de Ponfilly¹, ont fait plus de victimes que la Seconde Guerre mondiale. Et pourtant, nous nous sentions en paix.

L'Amérique, par ses responsabilités impériales, a continué pendant ces années d'être présente militairement dans le monde. Mais la vieille Europe enfin débarrassée de ses colonies, ce « fardeau de l'homme blanc », pouvait savourer son entrée dans le camp des nantis. Pour la première fois depuis bien longtemps, ce n'était pas elle qui connaissait la violence et les pénuries. Ce n'était pas elle qu'il fallait secourir. Au contraire, elle pouvait s'offrir le luxe de la générosité.

La guerre, qu'elle ne subissait plus physiquement, elle se contentait de la déplorer en regardant le petit écran. L'indignation et la compassion remplaçaient la souffrance et les privations. C'est ainsi que, derniers entrés dans le club des donateurs, nous avons construit l'outil humanitaire le plus moderne : les associations de type « sans frontières ».

L'humanitaire est ainsi devenu notre mode de réponse à des guerres qui ne nous menaçaient plus, mais qui nous interpellaient moralement. Comme tous les humains qui vivent en démocratie, Tocqueville l'avait bien vu, nous étions solidaires car nous avons la capacité de souffrir à la place des autres.

Ce fut le début d'une ère nouvelle, celle du tout-humanitaire. L'action caritative fut d'abord le fait d'ONG indépendantes puis, après la fin de la guerre froide, le mode d'action des armées dans les opérations de maintien de la paix et enfin, la justification de grands déploiements de force comme en Libye. Reste que tout cela se déroulait loin et que nous pouvions toujours comme Lucrèce contempler les naufrages depuis le sanctuaire inviolé de notre territoire.

Le déséquilibre de la terreur

Puis vinrent les attentats de janvier et novembre 2015 à Paris. Le rideau de la compassion était déchiré et tout à coup des conflits que l'on croyait lointains, celui de Syrie en particulier, montraient qu'ils pouvaient avoir des effets meurtriers ici même. Le 11-Septembre 2001 avait déjà été une alerte. Mais elle concernait les États-Unis, pays exposé militairement et dont beaucoup en Europe pensaient sans le dire que s'il était désormais vulnérable, c'est qu'il l'avait bien cherché...

Tandis que nous, nous nous voyons comme innocents. Plus, même, comme bons. N'avons-nous pas cherché toutes ces années à faire le bien, à soutenir le développement, à soulager les victimes de toutes les catastrophes, qu'elles fussent naturelles ou provoquées par les passions humaines ?

Et voilà comment on nous remercie ! En nous frappant lâchement. En massacrant de paisibles dessinateurs, en tuant une jeunesse débonnaire et pacifique, attablée aux terrasses des cafés, serrée dans la douce fraternité d'un concert de rock. Ceux qui ont fait cela ne peuvent être que des monstres. Ils en veulent à nos valeurs. Ils prennent notre bonté pour de la faiblesse. Et voilà que les politiques, jamais en reste pour redorer leur blason terni, lancent le cri suprême : « C'est la guerre. »

¹ Christophe de Ponfilly était journaliste, producteur, réalisateur et auteur. Très proche des humanitaires français et passionné par l'Afghanistan où il avait connu le commandant Massoud, il avait notamment réalisé *Les Combattants de l'insolence* (pour lequel il a obtenu le prix Albert Londres en 1985) et publié *Vies clandestines. Nos années afghanes* (Florent Massot Présente, 2001) [NDLR].

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

La rhétorique guerrière est partout. Les discours désormais commencent tous par ces mots prononcés avec force coups de menton : « Nous sommes en guerre. Nous ne céderons pas devant la menace. » Et jusqu'à cette antiphrase – « Nous continuerons de vivre comme avant » – qui signifie tout au contraire : rien ne sera plus comme autrefois.

Sommes-nous en guerre ? La réponse n'est pas purement théorique. Elle est lourde de conséquences.

Sans développer trop longuement l'analyse, je dirais que notre alerte présente n'est que l'autre face de notre aveuglement passé. Contrairement à ce que nous avons voulu croire, le monde a toujours été en guerre. La différence est simplement la fin d'une exception, d'une singularité, d'une anomalie : nous ne sommes plus hors du jeu. Nous sommes soumis à la violence comme les autres. Comme l'Amérique, la Russie, le Liban, l'Afrique, le sous-continent indien, etc. Nous sommes rattrapés par le tragique de l'Histoire et nous ne pouvons plus nous permettre des gesticulations morales plus ou moins irresponsables. Le monde est dangereux. Nous avons des intérêts à défendre, notre survie à assurer. Nous avons des ennemis et des alliances, lesquels sont parfois confondus...

L'échec de la rhétorique guerrière

Il y a des territoires dans le monde sur lesquels nous sommes engagés dans des guerres : le Mali, la Centrafrique, l'Irak et la Syrie. Pour autant, la France elle-même est-elle en guerre ? Il me semble qu'il est inutile et dangereux de le proclamer. D'autres pays d'Europe, l'Espagne ou l'Angleterre notamment, frappés eux aussi par des attentats, ne se sont pas déclarés en guerre pour autant. Certes, nous devons agir pour notre sécurité mais cependant en évitant les tartarinades à la George Bush. La « guerre contre le terrorisme » est un slogan que les Américains eux-mêmes n'emploient plus depuis Obama et avec raison. Cela ne signifie pas qu'ils ne mènent pas des actions offensives (qui vont jusqu'aux assassinats ciblés). Mais ils le font sans le dire. Tandis que nous parlons beaucoup, au risque de prendre la posture d'ennemi principal des terroristes. Et, en comparaison de ces effets de manche, notre impuissance n'en est que plus ridicule. L'affaire de la déchéance de nationalité en a été la misérable illustration. Grands diseurs, petits faiseurs...

Il y a plus grave : en proclamant que nous sommes en guerre, nous laissons croire à la population que la réponse, en France, pourrait être de nature militaire. Rien ne virilise plus nos hommes politiques que de semer des chasseurs alpins dans les gares. Du kaki, vite ! Or l'effet principal de ce déploiement est d'affaiblir nos capacités militaires, de saper le moral des troupes, pour un profit bien mince. Qui a jamais vu un militaire en patrouille arrêter un terroriste ?

Soyons précis : nous sommes attaqués. Voilà le mot. Si une réponse s'impose, elle est de l'ordre de la police et des services de renseignement. C'est là que doit porter l'effort. Elle est aussi sociale et éducative. Il est plus difficile et plus long d'obtenir des résultats dans ces domaines que de répandre la soldatesque sur les trottoirs.

Hélas, le mal est fait. Le thème de la guerre est entré dans les esprits. Du point de vue de l'action humanitaire, il faut en tenir compte. Car là aussi réside un grand danger. Puisque nous avons développé notre zèle caritatif en période de paix, il est à craindre qu'il ne retombe brutalement, maintenant qu'on nous a convaincu que nous sommes en guerre. Les impératifs de sécurité priment sur toute autre considération, notamment la solidarité. On aperçoit ce glissement dans

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

les publicités : quand on entend désormais interpeller les jeunes qui veulent faire quelque chose pour les autres, ce n'est pas pour les inciter à rejoindre les ONG mais pour leur proposer... de s'engager dans l'armée.

Cette ambiance, jointe aux questions nouvelles posées par l'afflux des migrants et par les problèmes de sécurité pour les expatriés dans de nombreux endroits du monde, fait que des heures difficiles s'ouvrent pour l'action humanitaire. Il va falloir inventer de nouvelles formes d'action, adaptées à ces temps nouveaux.

Plus que jamais l'humanitaire est porteur de ces valeurs démocratiques que l'on risque de détruire en prétendant les défendre. Ne nous y trompons pas. C'est une crise majeure qui nous attend. À nous de faire comprendre que la solution n'est pas la guerre mais un mélange nouveau et puissant de sécurité, de solidarité et d'humanité qui seul pourra faire vivre nos sociétés sans en trahir l'esprit.

Biographie • Jean-Christophe Rufin

Médecin et écrivain. Entré en écriture par l'essai (*Le Piège humanitaire*, en 1986), Jean-Christophe Rufin se lance dans le roman en 1997 avec *L'Abyssin*, obtient le prix Goncourt en 2001 avec *Rouge Brésil* et entre à l'Académie française en 2008. Il a réalisé sa première mission humanitaire en 1976 en Érythrée, puis a été notamment conseiller auprès du secrétaire d'État aux Droits de l'homme (1986-1988), attaché culturel et de coopération au Brésil (1989-1990), conseiller auprès du ministre de la Défense (1993-1994) et ambassadeur de France au Sénégal et en Gambie (2007-2010). Il a également été vice-président de Médecins Sans Frontières (1991-1992) et président d'Action Contre la Faim (2003-2006), dont il est aujourd'hui président d'honneur. En sa qualité de membre de la Fondation Action Contre la Faim, il fait partie du conseil d'orientation de la revue *Alternatives Humanitaires* depuis sa création.

Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires.

Pour citer cet article : Jean-Christophe Rufin, « L'humanitaire au temps de la "guerre à la terreur" », *Alternatives Humanitaires*, n° 2, mai 2016, p. 10-19, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/2016/05/06/lhumanitaire-au-temps-de-la-%E2%80%AFguerre-a-la-terreur%E2%80%AF/>